

Table des matières

Table des matières	iii
Liste des tableaux	v
Liste des figures.....	v
INTRODUCTION.....	1
1. RECENSION DES ÉCRITS	1
1.1 Évolution des modèles agricoles québécois.....	2
1.1.1 Évolution des grandes orientations politiques en matière d’agriculture.....	2
1.1.2 Évolution du modèle agricole québécois.....	3
1.1.3 Évolution de la relation entre développement agricole et développement rural.....	4
1.1.4 Changement de paradigme depuis les années 1990.....	5
1.2 Multifonctionnalité de l’agriculture	6
1.2.1 Présentation générale de la multifonctionnalité de l’agriculture	6
1.2.2 Quelques exemples de théorisation de la MFA	7
1.2.3 Multifonctionnalité et Système alimentaire territorialisé (SAT).....	9
2. CADRE THÉORIQUE.....	10
3. OBJECTIFS.....	12
4. MÉTHODOLOGIE	13
4.1 Approche méthodologique.....	13
4.2 Cas à l’étude.....	14
4.3 Méthode d’échantillonnage et de recrutement	15
4.4 Collecte des données.....	16
4.4.1 Entrevues individuelles semi-dirigées	16
4.4.2 Groupes de discussion	18
4.4.3 Observations participantes.....	19
4.4.4 DataViz nomade	20
4.4.5 Revue documentaire	21
4.4.6 Notes de terrain.....	21
4.5 Analyse des données.....	21
4.6 Éthique de la recherche	22
5. RÉSULTATS	23
5.1 Fonctions de l’agriculture au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine (passées, présentes, futures) 23	
5.1.1 Fonction de production alimentaire	23
5.1.2 Fonction économique	29

5.1.3	Fonction environnementale	33
5.1.4	Fonction sociale.....	37
5.1.5	Fonction culturelle.....	42
5.1.6	Fonction de gouvernance.....	46
5.1.7	Réflexions générales autour de la MFA.....	47
5.2	Adéquation entre les pratiques agricoles, les envies et critères des personnes consommatrices et les politiques locales dans une perspective de SAT.....	49
5.2.1	Attentes des consommateurs et consommatrices.....	49
5.2.2	Pratiques agricoles sur le territoire de la MRC.....	50
5.2.3	Politiques et initiatives.....	51
5.3	Espaces de rencontre et de dialogue entre personnes agricultrices, consommatrices et actrices du développement.....	51
5.3.1	Espaces de rencontre et de dialogue entre personnes consommatrices et agriculteurs ou agricultrices	52
5.3.2	Espace de rencontre et de dialogue entre personnes agricultrices et personnes élues ou fonctionnaires	57
6.	DISCUSSION ET PISTES DE DÉVELOPPEMENT	62
	CONCLUSION	69
	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	70
	ANNEXES	75
6.1	Annexe 1 : Guides d’entretien, entrevues individuelles semi-dirigées	75
6.2	Annexe 2 : Guide d’entretien, groupes de discussion	83
6.3	Annexe 3 : Portrait des pratiques agricoles au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine liées aux attentes des personnes consommatrice	87
6.4	Annexe 4 : Politiques et initiatives en matière d’agriculture au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine en lien avec les attentes exprimées par les personnes consommatrices.....	89

Liste des tableaux

Tableau 1 : Profil sociodémographique des participants et participantes aux entrevues individuelles semi-dirigées	18
Tableau 2 : Événements au cours desquels ont eu lieu les observations participantes	19
Tableau 3 : Synthèse des thèmes abordés grâce aux différents outils de recherche	21
Tableau 4 : Synthèse des résultats portant sur la fonction de production alimentaire	29
Tableau 5 : Synthèse des résultats portant sur la fonction économique	33
Tableau 6 : Synthèse des résultats portant sur la fonction environnementale	37
Tableau 7 : Synthèse des résultats portant sur la fonction sociale	42
Tableau 8 : Synthèse des résultats portant sur la fonction culturelle	46
Tableau 9 : Synthèse des résultats portant sur la fonction de gouvernance	47
Tableau 10 : Synthèse des résultats portant sur les espaces de rencontre et de dialogue entre personnes consommatrices et agriculteurs ou agricultrices	57
Tableau 11 : Synthèse des résultats portant sur les espaces de rencontre et de dialogue entre personnes agricultrices et personnes élues ou fonctionnaires	61

Liste des figures

Figure 1 : La multifonctionnalité de l'agriculture selon Lang (2001, p.28)	8
Figure 2 : Modèle P/N-P des pays développés (adapté de Wilson, 2007, p.301)	11
Figure 3 : Échelles spatiales de la multifonctionnalité (adapté de Wilson, 2009, p.272)	12
Figure 4 : Trois faces du DataViz nomade utilisé pour consulter les consommateurs et consommatrices à La petite ferme à Orace (Source personnelle, 2024)	20

INTRODUCTION

L'agriculture est une activité sociale et économique intimement liée au territoire. C'est une activité sociale, car elle propose un contrat plus ou moins conscient qui relie les acteurs et actrices du monde agricole au reste de la société par leur engagement à nourrir le monde (Stoessel-Ritz, 2017). Comme elle se réalise en proximité avec la terre, elle en est aussi fortement dépendante. L'utilisation du sol pour la culture et l'élevage a nécessairement une incidence sur le paysage et les relations qui le traversent (Harris et Fuller, 2014 ; Rieutort, 2009). Il semble alors pertinent de considérer l'agriculture comme une appropriation du territoire, un concept qui lie l'espace, ses dynamiques relationnelles et les activités qui en découlent (Moine et Sorita, 2015).

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture a beaucoup évolué dans les pays industrialisés, autant dans les techniques de production que dans la structure de la filière (Francoeur, 2018). Cette évolution est observable au niveau des fonctions remplies par les activités agricoles. Wilson (2007) l'illustre grâce à la théorie de la multifonctionnalité de l'agriculture. Ainsi, au cours des dernières décennies, les fonctions de l'agriculture se sont progressivement réduites à l'unique fonction de production (Francoeur, 2018). En conséquence, le développement de l'agriculture s'est fait au détriment du développement des collectivités rurales (Jean, 1997).

C'est dans ce contexte que la municipalité régionale de comté (MRC) de Maria-Chapdelaine, située dans la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean, a sollicité l'aide d'une équipe de chercheurs et chercheuses de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). La MRC souhaite identifier la trajectoire des modèles agricoles présents sur son territoire selon un spectre productiviste (faible multifonctionnalité)/non productiviste (forte multifonctionnalité). Il s'agit de comprendre l'évolution des fonctions agricoles du territoire depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, mais aussi de dégager les fonctions attendues par les principaux acteurs et actrices de l'alimentation pour les prochaines années. Ces personnes constituent une triade : agriculteurs et agricultrices, acteurs et actrices du développement, consommateurs et consommatrices. Consciente de la distance qui s'est installée entre les personnes agricultrices et les personnes habitant le territoire, la MRC avait la volonté d'étudier plus particulièrement la fonction sociale de l'agriculture. Les résultats de la recherche doivent aider à recréer un dialogue, indispensable au développement durable de la filière agricole du territoire. Précisons que l'étude a bénéficié du soutien financier offert par le programme MITACS Accélération (IT33861).

Le rapport s'articule en six sections. La première présente la recension des écrits. Les deuxième, troisième et quatrième sections détaillent respectivement le cadre théorique, les objectifs et la méthodologie de la recherche. La cinquième section porte sur la présentation des résultats, et la sixième section correspond à l'analyse de ceux-ci.

1. RECENSION DES ÉCRITS

Cette première partie offre une mise en contexte de l'étude. Elle permet de faire ressortir sa pertinence sociale et de présenter les éléments qui permettront l'analyse des résultats de la recherche dans la dernière partie de ce rapport. Tout d'abord, nous présentons l'évolution des modèles agricoles québécois depuis la colonisation du territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine jusqu'à aujourd'hui. Puis nous nous intéressons à l'évolution du lien entre développement agricole et

développement rural, ce qui permet d'introduire la notion de multifonctionnalité de l'agriculture (MFA). La MFA est mise en perspective avec la volonté de reconnaissance des spécificités des territoires ruraux, et l'essor de la notion de système alimentaire territorialisé (SAT). Son expression au travers des relations entre les acteurs et actrices du milieu est également abordée. Finalement, précisons que des informations locales et régionales sont apportées lorsque cela est possible, mais la majorité des données sont disponibles à l'échelle provinciale.

1.1 Évolution des modèles agricoles québécois

1.1.1 Évolution des grandes orientations politiques en matière d'agriculture

Jusqu'au début des années 1940, on observe une croissance du nombre d'exploitations agricoles. Cela s'explique notamment par la colonisation de nouvelles terres (Mundler et Ruiz, 2020). La colonisation s'effectue depuis les basses-terres du Saint-Laurent vers des territoires plus périphériques. À l'époque, le ministère en charge de l'agriculture se nommait d'ailleurs le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. À partir du milieu du 19^e siècle, les petites fermes familiales remplacent les tenures seigneuriales. Ces petites fermes ont une vocation de subsistance. Pour établir les enfants de la famille, on ne divise pas la terre, mais on en colonise de nouvelles. Cette dynamique, encouragée par l'église et par l'État, permet la dispersion de l'agriculture sur le territoire (Royer et al., 2023). À cet effet, le territoire correspondant à la MRC de Maria-Chapdelaine sera le dernier territoire colonisé de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Ainsi, dans l'histoire québécoise, le développement de l'agriculture et la colonisation sont très liés. Précisons tout de même que la colonisation devait aussi permettre de développer d'autres activités, comme le bûcheronnage, et de sauvegarder la population canadienne-française, en promouvant un modèle de société francophone, catholique et rurale (Royer et al., 2023).

Puis, la Seconde Guerre mondiale crée une situation de marché favorable pour l'agriculture. Les productions agricoles deviennent rentables et permettent à l'ensemble de la paysannerie d'élever son niveau de vie. Cependant, à la fin de la guerre, les conditions changent, la demande n'est plus aussi forte et les prix des productions agricoles s'effondrent, ne permettant pas une parité de revenus entre les familles paysannes et les personnes travaillant dans l'industrie (Francoeur, 2018). En 1951, la commission Héon est formée pour moderniser l'agriculture (Francoeur, 2018). L'objectif affiché est de nourrir la population urbaine tout en permettant aux agriculteurs et agricultrices de vivre adéquatement de leur occupation (Francoeur et Abergel, 2020 ; Francoeur, 2018). Le gouvernement souhaite également que la mise en marché des productions agricoles soit mieux administrée. Pour atteindre ces différents objectifs, l'enseignement agricole est intensifié. Les colons, « petits paysans », doivent devenir des cultivateurs et des cultivatrices (Royer et al., 2023 ; Francoeur, 2018). La connaissance extérieure provenant des techniciens et des techniciennes prime alors sur le savoir-faire paysan (Francoeur, 2018). L'ensemble des mesures mises en place permettent d'augmenter la productivité, générant des surplus agricoles, et empêchant l'atteinte d'une parité entre secteur agricole et industriel. Le gouvernement espère alors atteindre cette parité par un transfert de la population agricole, qui ne correspond plus aux nouvelles normes, vers les autres domaines de l'industrie (Francoeur et Abergel, 2020). Ainsi, de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1970, on observe une modernisation intense de l'agriculture. Les terres les moins productives sont abandonnées, la population agricole tout comme le nombre de fermes s'effondrent rapidement (Mundler et Ruiz, 2020).

Au cours des années 1970, la filière agricole se consolide. Au fédéral comme au provincial, des lois émergent pour stabiliser les prix des productions et assurer un revenu minimum aux agriculteurs et aux agricultrices (Francoeur et Abergel, 2020). Encore en vigueur aujourd'hui, on observe la mise en place de quotas (pour le lait, puis les œufs, le dindon et le poulet), de l'assurance stabilisation des revenus agricoles et de la Loi sur la protection du territoire agricole (LPTA) (Mundler et Ruiz, 2020). La LPTA participe particulièrement à la professionnalisation de l'agriculture en délimitant le territoire agricole (Francoeur et Abergel, 2020). Désormais, une superficie minimale est désignée pour la pratique de l'agriculture (Francoeur et Abergel, 2020 ; Francoeur, 2018).

1.1.2 Évolution du modèle agricole québécois

Toutes ces dispositions légales modifient profondément le modèle agricole québécois. L'agriculture n'a plus pour objectif de permettre aux paysans d'assurer leur propre subsistance, elle devient un service public (Francoeur, 2018). Ainsi, alors qu'avec l'agriculture dite traditionnelle, la triple vocation de protection écologique, familiale et économique est largement reconnue, le développement du modèle d'agriculture intensive occulte dans une grande mesure les deux premières vocations au profit de la vocation économique uniquement (Handfield, 2010). L'agriculture adopte le système de division sociale du travail et s'intègre progressivement au marché capitaliste (Francoeur, 2018). D'une activité domestique, d'un mode de vie, elle évolue vers une activité de production qui doit permettre de dégager du profit (Wachenheim et Lesch, 2002). La volonté de faire des économies d'échelle entraîne l'augmentation des surfaces cultivées, la spécialisation des productions et l'industrialisation (Torre et Filippi, 2005). Ainsi, au Québec, la taille moyenne des fermes passe de 51 à 114 hectares entre 1951 et 2011 (Ruiz, 2019). Parallèlement, on observe une diminution progressive du nombre d'exploitations agricoles. En 1951, le Québec compte environ 134 000 fermes, contre un peu moins de 30 000 fermes en 2011. Ainsi, pendant cette période, on observe la perte de 78 % des fermes québécoises, et le doublement de leur superficie (Ruiz, 2019). Avec la Saskatchewan et l'Ontario, le Québec est la province canadienne où le recul est le plus important (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2023). La production agricole se concentre sur des exploitations qui sont de plus en plus efficaces, mais aussi de plus en plus fragiles (Parent, 2001). En effet, ces évolutions nécessitent d'importants investissements, par exemple dans l'achat d'une machinerie adaptée à de grandes superficies (Torre et Filippi, 2005). En outre, malgré la recherche de rentabilité, les écarts de revenus au sein de la profession se creusent et la majorité des agriculteurs et des agricultrices dégagent peu de profits par rapport à la quantité de travail fourni (Francoeur et Abergel, 2020 ; Howard, 1999). La situation de la majorité des personnes agricultrices reste peu enviable (Francoeur et Abergel, 2020). Aujourd'hui, le secteur de l'agriculture est caractérisé par une compétition intense, des exigences très élevées de la part de la population et des changements très rapides au niveau des productions, des technologies, des techniques commerciales. Finalement, le modèle agricole productiviste ici décrit a permis de considérablement diminuer les dépenses alimentaires de la population. En 1950, ces dépenses représentaient 27 % des dépenses des ménages canadiens, contre moins de 15 % en 1998 (Parent, 2001). Cela a permis une augmentation considérable du niveau de vie des consommateurs et consommatrices (Howard, 1999).

Dorénavant, l'agriculture s'intègre dans un système plus global, en approvisionnant les industries agroalimentaires et textiles (Francoeur, 2018). Le travail des producteurs et des productrices est soumis aux exigences des autres acteurs de la filière, qui sont souvent géographiquement éloignés du lieu de production, déconnectés du territoire (Torre et Filippi, 2005). Le développement de l'industrie agroalimentaire en amont et en aval de la production agricole crée une rupture entre

l'agriculture et l'alimentation (Parent, 2001). La grande distribution prend une importance croissante (Torre et Filippi, 2005). La distribution des denrées est davantage tournée vers les marchés extérieurs que vers les marchés locaux (Parent, 2001).

Les différentes réformes politiques menées depuis les années 1950 ont de lourdes répercussions sur la place des personnes agricultrices dans les espaces ruraux et la société en général. Ces répercussions s'expliquent notamment par la forte diminution du nombre d'exploitations (Torre et Filippi, 2005). En 1931, le premier dénombrement de la population agricole nous apprend que 27 % de la population québécoise vit sur une ferme. En 2006, il ne s'agit plus que de 1,2 % de la population québécoise (Statistique Canada, 2014). En 1999, Howard explique que pour la première fois dans l'histoire, la grande majorité de la population s'est retirée de l'agriculture depuis plus d'une génération. Les enfants n'ont plus de grands-parents ou d'autres proches liés à la production agricole. En outre, l'accès à un apprentissage agricole au sein du système scolaire est de plus en plus compliqué (Smith et al., 2009). Par conséquent, dans l'ensemble des pays ayant vécu l'industrialisation de l'agriculture, la grande majorité de la population n'est plus exposée aux processus de production alimentaire (Cummins et al., 2015).

1.1.3 Évolution de la relation entre développement agricole et développement rural

Pendant plusieurs siècles, agriculture et monde rural se sont confondus (Parent, 2001). Mais à partir de la seconde moitié du 20^e siècle, les activités agricoles participent de moins en moins au développement rural (Francoeur, 2018). Tirailé entre le local et le global, le secteur agricole perd lentement son rôle dominant en milieu rural (Torre et Filippi, 2005). Selon Jean (1997), le développement de l'agriculture se fait même au détriment du développement des collectivités rurales, en contribuant à la marginalisation des espaces ruraux. Le développement agricole est désormais lié au sous-développement des régions (Parent, 2001). En fait, Parent (2001) relève trois grandes ruptures entre le monde rural et l'agriculture. D'abord, le sous-développement des espaces ruraux éloignés au profit des milieux où se concentrent des exploitations agricoles ultra performantes. Ensuite, comme une des conséquences, une rupture entre les ressources naturelles et l'agriculture, par un modèle d'exploitation non durable. Enfin, une rupture entre l'agriculture et l'alimentation qui éloigne les productions des marchés locaux et des consommateurs. Ainsi, à partir des années 1990, de nombreux acteurs sociaux s'emparent de la question de l'avenir de la ruralité. Celui-ci ne doit plus être lié uniquement à la santé des domaines agricoles, forestiers ou encore aux pêcheries (Francoeur, 2018). De nouvelles politiques rurales sont développées, avec pour objectif le renforcement des capacités locales (Francoeur, 2018). Ces dernières années, l'influence de l'agriculture sur les espaces ruraux a continué à diminuer face à l'augmentation des emplois dans les secteurs industriels et tertiaires, au développement des activités résidentielles et touristiques (Torre et Filippi, 2005).

Après la Seconde Guerre mondiale, les transformations agricoles ne modifient pas les territoires de façon uniforme au sein de la province du Québec. Cela est dû à la variation des conditions agroclimatiques des territoires, leurs distances aux marchés et aux grands centres urbains (Ruiz, 2019). Dans les régions centrales, l'agriculture se spécialise, mais elle est confrontée à la périurbanisation et à différents enjeux environnementaux. Tandis que dans les régions périphériques, de nombreuses friches apparaissent. Ainsi, dans les années 2000, l'agriculture occupe moins le territoire et l'interdiction d'usage non agricole associée à la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA) restreint le développement des